

La situation politique en Allemagne

Le 2 décembre 1990, lors des premières élections dans l'Allemagne unifiée, le gouvernement du Chancelier Helmut Kohl a été réélu pour un troisième mandat. Les prochaines élections auront lieu à l'automne de 1994.

L'Allemagne est gouvernée par une coalition de l'Union démocrate chrétienne (CDU) du Chancelier Kohl, du Parti bavarois de l'Union sociale chrétienne (CSU), et du Parti libéral (FDP), dont le ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel est l'un des dirigeants.

L'Opposition, constituée du Parti social-démocrate (SPD), est dirigée par Björn Engholm, ministre-président du Land de Schleswig-Holstein. Sont également représentés au Bundestag le Bündnis 90/Verts (des nouveaux Länder) et le Parti du socialisme démocratique (PDS), successeur du parti qui gouvernait l'ex-République démocratique allemande.

Les partis d'extrême droite comme le *Republikaner* ne sont pas représentés au Bundestag, mais ils le sont dans certains parlements d'État. Le parti fédéral des Verts n'est pas lui non plus représenté au Bundestag, mais il fait partie de plusieurs gouvernements de coalition au niveau des États.

L'achèvement de l'intégration économique et sociale des cinq nouveaux Länder demeure la priorité de la politique intérieure allemande. Les grands partis, le gouvernement fédéral et les gouvernements des États se sont récemment mis d'accord sur un Pacte de solidarité visant à financer la relance économique dans les nouveaux États.

Les grands partis ont également convenu de changer les dispositions constitutionnelles relatives aux migrations. Comme l'Allemagne a l'une des politiques les plus libérales de l'Europe, elle a vu grimper en flèche le nombre de demandes d'asile; elle n'en a toutefois approuvé qu'un très petit nombre.

En 1992, presque un demi-million de personnes y ont demandé le statut de réfugié. Les pressions que cette situation a exercées sur le régime d'assistance sociale, particulièrement dans les régions où le chômage est élevé par suite de l'unification, ont provoqué des actes de violence de la part de groupes extrémistes. Une fois adoptée par le parlement, la nouvelle loi sur l'asile devrait avoir pour effet de réduire le nombre de demandes frauduleuses.